



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/08/2026

Quand L'Humanité recrache la propagande anticommuniste.

Dans un article publié sur le site web du journal, le 19 août, un « journaliste » de **L'Humanité** reprend tous les poncifs de l'idéologie dominante occidentale à propos des procès de Moscou, mettant ses pieds dans les chaussures du pseudo historien viscéralement anticommuniste Nicolas Werth, dont l'œuvre sur commande du Capital « Le livre noir du communisme » a pourtant été bannie des références des historiens, même les plus critiques de l'URSS.

Le sujet est le premier des procès de Moscou, dont l'anniversaire tombe un 19 août. Le titre donne le ton : « *19 août 1936, le premier procès de Moscou ou le jour où Staline a éliminé les pionniers de la révolution bolchevique* ». On ne saura d'ailleurs pas qui sont ces pionniers, à part Zinoviev et Kamenev. Et cet extrait en dit long sur la ligne choisie par un certain Pierre-Henri Lab, ayant commis l'article : « *raconte Nicolas Werth dans Les procès de Moscou, ouvrage de référence sur la répression stalinienne entre 1936 et 1938* ». Dire : les « travaux » de Nicolas Werth servent de référence est non seulement un mensonge, mais une affirmation claire d'une volonté d'écrire une bouillie anticommuniste.

L'article nous donne un panégyrique absolu de Zinoviev et de Kamenev, avec une nouvelle citation de l'ultra-réactionnaire Werth pour Zinoviev « *Bolchevique de la première heure, (...) membre du comité central et depuis sa création du bureau politique, ancien président du soviet de Petrograd après la révolution d'octobre, il a été l'un des fondateurs de l'Internationale communiste et son président permanent* » et les mots du « journaliste » pour Kamenev : « *Lev B. Kamenev, lui aussi proche de Lénine, ancien dirigeant de la Pravda, membre du Comité central et du bureau politique, il a payé de la déportation son engagement révolutionnaire au temps du Tsar.* ».

Tout cela est bien beau, mais comporte un oubli de taille. Zinoviev et Kamenev étaient opposés à la prise du palais d'hiver et avaient écrit un article dans la Pravda, quelques jours avant l'insurrection, pour exprimer ce point de vue. Tous les deux ont été, contre Lénine, partisans jusqu'en 1919 d'un rapprochement avec les mencheviks et les SR de droite.

Quant aux procès de Moscou, en dehors du dernier (les militaires en 1938), car ses archives demeurent inaccessibles, ils ont été suffisamment décrits par des historiens (Grover Furr, Annie Lacroix-Riz entre autres) ou par des militants communistes (le Britannique d'origine indienne Harpal Brar dans « Trotskysme et Léninisme ») afin que l'article puisse au moins faire référence à leurs positions. Tout ce qui est raconté par l'idéologie dominante et repris par l'article est parti des positions de Trotski, popularisées après la seconde guerre mondiale par des stipendiés des Bourgeoisies occidentales et surtout par Khrouchtchev.

Au sujet du premier procès, tout part de l'assassinat de Sergueï Kirov, alors président du soviet de Léninegrad, en 1934. Pendant des décennies, les gens de l'idéologie dominante ont répandu le mensonge comme quoi Staline était à l'initiative de l'assassinat de Kirov, ce fut même relayé par certains crédules du PCF. A l'ouverture des archives de Moscou, au début des années 90, **L'Humanité** interrogea Lily Marcou, historienne spécialiste du mouvement communiste international, ni communiste, ni liée au gang de Werth et Courtois. Se basant sur les archives elle fut formelle : « *Nous savons que Staline n'est pour rien dans l'assassinat de Kirov.* » Grover Furr, dans son œuvre (non traduite en français), « *L'assassinat de Sergueï Kirov : histoire, recherche universitaire et*

paradigme antistalinien », paru en 2013, s'appuie, comme à son habitude, sur les archives. Lev Nikolaïev, l'assassin, y est-il démontré, n'était pas un homme isolé, ce qui est la thèse bourgeoise depuis l'explosion en vol du mythe « Staline a fait tuer Kirov », mais bien membre d'une organisation clandestine liée à Zinoviev, Kamenev et Trotski.

Au milieu des éructations de l'auteur de « l'article », on trouve, sans commentaire cette forme d'aveu : « *La presse internationale y est conviée et les journalistes étrangers y assistent en nombre. Les audiences ne suscitent que très peu de critiques à l'étranger, la véracité des accusations portées contre les accusés n'est guère remise en cause.* ». Donc, en 1936, quand la plupart des pays d'Europe rivalisent d'antisoviétisme, aucun porte-parole de ces États n'a jugé bon de se saisir de ce procès pour enfoncer un coin dans le soutien à l'URSS. Dans le même ordre d'idée, l'article met en doute le sabotage organisé de l'intérieur de l'économie soviétique alors qu'Annie Lacroix-Riz a maintes fois cité les chargés d'affaires français et britannique à Moscou, dans le courrier à leur ministre de tutelle, ils évoquent ces sabotages. Il a bien existé un complot et l'URSS n'a fait que se défendre. Et personne, à l'époque, à part Trotski, n'a nié ce fait.

Enfin, il faut dire un mot de ce que l'individu ayant commis l'article appelle « *l'impitoyable machine répressive stalinienne* ». Gover Furr, dans ses ouvrages, en particulier dans « *Khrouchtchev a menti* » a fait litière de la pensée dominante selon laquelle Staline dirigeait tout seul. Les choses étaient bien plus complexes et bien plus dialectiques. Le chef du NKVD de 1934 à 1936, Guerenkh Iagoda, arrivé là après la mort mystérieuse de son prédécesseur, est mouillé dans le complot qui donnera lieu au 2^{ème} procès. Il est écarté et remplacé par Nikolaï Iejov, lui sera l'un des principaux protagonistes du complot donnant lieu au 3^{ème} procès. Iejov a organisé la mise en accusation puis l'arrestation et la condamnation à mort d'un nombre non négligeable de dirigeants du parti qui, en réalité, étaient totalement innocents, dans le but de créer une situation insurrectionnelle propice à un coup d'État. Beria a compris à temps ce à quoi se livrait Iejov. Notons aussi cela, Beria remplace Iejov à la tête du NKVD et, comme première mesure, fait immédiatement cesser la torture.

Ensuite, Furr nous apprend que, pour la proposition de sanction à donner au procureur général, une commission de neuf membres statuait : trois représentants du présidium du parti, pour le coup acquis à Staline, trois représentants du NKVD, choisi par Iagoda puis Iejov, donc contre Staline, et trois représentants des « premiers secrétaires », c'est-à-dire, des secrétaires du parti dans les grandes villes, Khrouchtchev y a siégé comme premier secrétaire de Moscou. Une partie de ces « premiers secrétaires » a probablement été impliquée dans les manœuvres de Iejov, d'autres étaient assez jaloux de leurs prérogatives, on ne peut donc en faire des partisans obéissants de Staline. Lors de la réunion pour préciser la sanction contre Boukharine raconte Furr, Staline était seul du présidium. Six voix se sont portées sur la mort, les trois du NKVD et les trois des premiers secrétaires, une seule sur l'exil intérieur, celle de Staline.

Le PCUS, a compté, depuis le début, des membres et des dirigeants tenants d'une ligne droitière, ils ont fini par diriger le parti avec Khrouchtchev à partir de 1956 et du XX^{ème} congrès, cela a donné lieu à des luttes idéologiques, même du temps de Staline qui, parfois, l'ont obligé à reculer. Ainsi, la constitution de 1936 incluait la fin du choix des candidats aux élections par les dirigeants locaux du parti, au profit des habitants, sur le modèle des comités de défense de la Révolution à Cuba. Cette mesure, leur tenait à cœur, Staline et Jdanov ne purent jamais la faire passer au comité central, à chaque fois, il fallait reporter, attendre, et l'opération de Iejov n'y est pas pour rien.

Depuis longtemps *L'Humanité* n'est plus un journal communiste, mais, avec cet « article », on franchit un énorme pas dans l'adhésion de ce journal aux thèses des idéologues du Capital dont la mission est de refaire l'histoire.